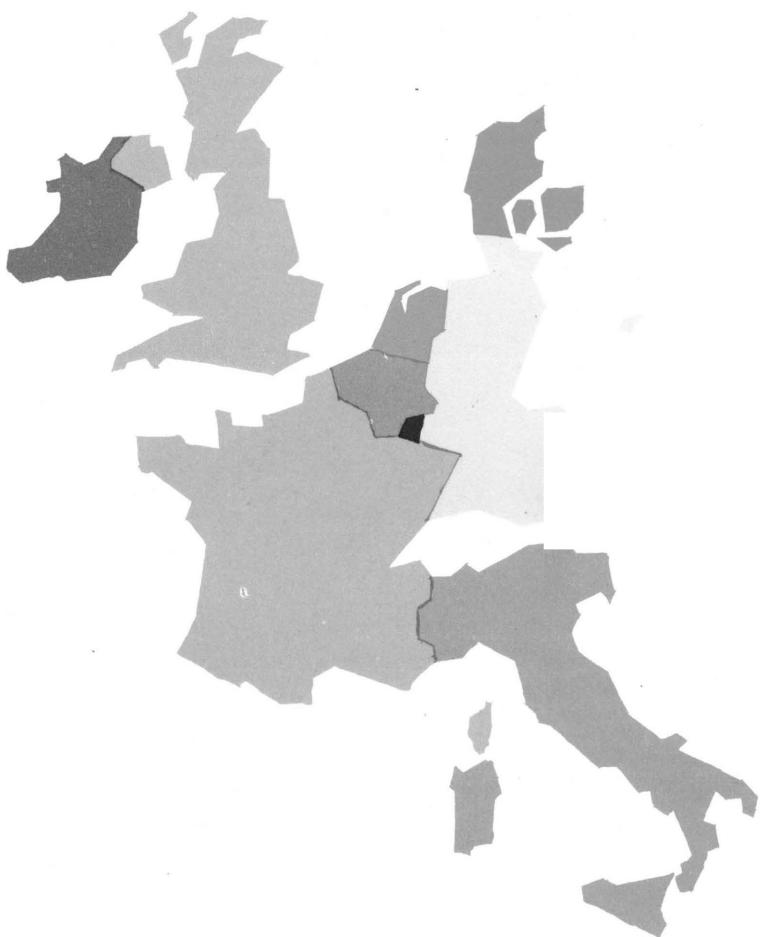


ommission of the  
European  
Communities

Commission des  
Communautés  
Européennes

12  
1973



**Graphs and Notes  
on the  
Economic Situation  
in the Community**

**Graphiques  
et notes rapides  
sur la conjoncture  
dans la Communauté**

Publication mensuelle

This publication appears monthly (except August and September, which are combined in a double number).

The Graphs and Notes of Group A appear in every issue and deal with:

- A1 Industrial production
- A2 Unemployment
- A3 Consumer prices
- A4 Balance of trade

The others (Groups B, C and D) appear quarterly as follows:

**January, April, July, October**

- B1 Exports
- B2 Trade between member countries
- B3 Discount rate and call money rates
- B4 Short-term lending to business and private customers
- B5 Gold and foreign exchange reserves

**February, May, August/September, November**

- C1 Imports
- C2 Terms of trade
- C3 Wholesale prices
- C4 Retail sales
- C5 Wages

**March, June, August/September, December**

- D1 Output in the metal products industries
- D2 Dwellings authorized
- D3 Tax revenue
- D4 Share prices
- D5 Long-term interest rates

Results of the monthly business survey carried out among heads of enterprises in the Community are to be found immediately after the graphs and notes.

For observations on the graphs see last page.

La présente publication est mensuelle; la période août-septembre fait toutefois l'objet d'un numéro unique.

Les graphiques et commentaires du groupe A, à savoir:

- A1 Production industrielle

- A2 Nombre de chômeurs

- A3 Prix à la consommation

- A4 Balance commerciale

sont présentés dans chaque numéro. Ceux des groupes B, C et D figurent respectivement dans les numéros suivants:

**Janvier, avril, juillet, octobre**

- B1 Exportations
- B2 Echanges intracommunautaires
- B3 Taux d'escompte et de l'argent au jour le jour
- B4 Crédits à court terme aux entreprises et aux particuliers
- B5 Réserves d'or et de devises

**Février, mai, août-septembre, novembre**

- C1 Importations
- C2 Termes de l'échange
- C3 Prix de gros
- C4 Ventes au détail
- C5 Salaires

**Mars, juin, août-septembre, décembre**

- D1 Production de l'industrie transformatrice des métaux
- D2 Autorisations de construire
- D3 Recettes fiscales
- D4 Cours des actions
- D5 Taux d'intérêt à long terme

A la suite des graphiques et notes rapides sont consignés certains résultats sur l'enquête mensuelle de conjoncture effectuée auprès des chefs d'entreprise de la Communauté.

Les remarques relatives aux graphiques figurent en dernière page.

Commission of the European Communities  
Directorate-General for Economic and Financial Affairs  
Directorate for National Economies and Economic Trends  
200, rue de la Loi, 1040 Brussels

**GRAPHS AND NOTES  
ON THE ECONOMIC SITUATION  
IN THE COMMUNITY**

**GRAPHIQUES ET NOTES RAPIDES  
SUR LA CONJONCTURE  
DANS LA COMMUNAUTÉ**

Commission des Communautés européennes  
Direction générale des Affaires économiques et financières  
Direction des Économies nationales et de la Conjoncture  
200, rue de la Loi, 1040 Bruxelles

## **INVESTMENT TRENDS IN THE COMMUNITY DIVERGING MORE SHARPLY**

According to the results of the EEC investment survey carried out in the autumn, the divergences in industrial investment trends have become more pronounced. In Germany, for instance, industrial investment has risen by an estimated 4%, or much less vigorously than managements had planned in the spring of 1973. This was probably due mainly to the 11% tax on business investment introduced in the month of May. In France, Belgium and Luxembourg, by contrast, investment plans were revised upwards during 1973. Capital spending by industry is now expected to have expanded by 14% in France, 24% in Belgium and 2% in Luxembourg, where the original prospect had been for a fall.

In Germany, France, and Belgium, business investment can be expected to grow in 1974, especially in the basic materials industries and in certain capital goods industries. In Luxembourg, on the other hand, the prospect is for a fall, despite rising capital spending by the iron and steel industry. For the other member countries, comparable figures are not yet available.

Brussels, 31 December 1973.

## **EVOLUTION PLUS DIFFÉRENCIÉE DES INVESTISSEMENTS DANS LA COMMUNAUTÉ**

Les résultats de l'enquête C.E.E. sur les investissements, effectuée à l'automne dernier, font apparaître des disparités assez sensibles dans l'évolution des investissements industriels dans les pays de la Communauté. Dans la République fédérale d'Allemagne, l'augmentation de ces investissements, estimée à 4 % environ, est inférieure à ce que les chefs d'entreprise prévoient au printemps dernier. Il semble que l'institution, au mois de mai, d'un impôt de 11 % sur les investissements des entreprises ait été déterminante à cet égard. Par contre, en France, en Belgique et au Luxembourg, les programmes d'investissement ont été révisés en hausse dans le courant de l'année 1973. En France, on table à présent sur un accroissement de 14 % des dépenses d'investissement dans l'industrie, en Belgique sur une augmentation de 24 %; au Luxembourg, où l'on s'attendait initialement à une régression des investissements, une progression de 2 % est maintenant escomptée.

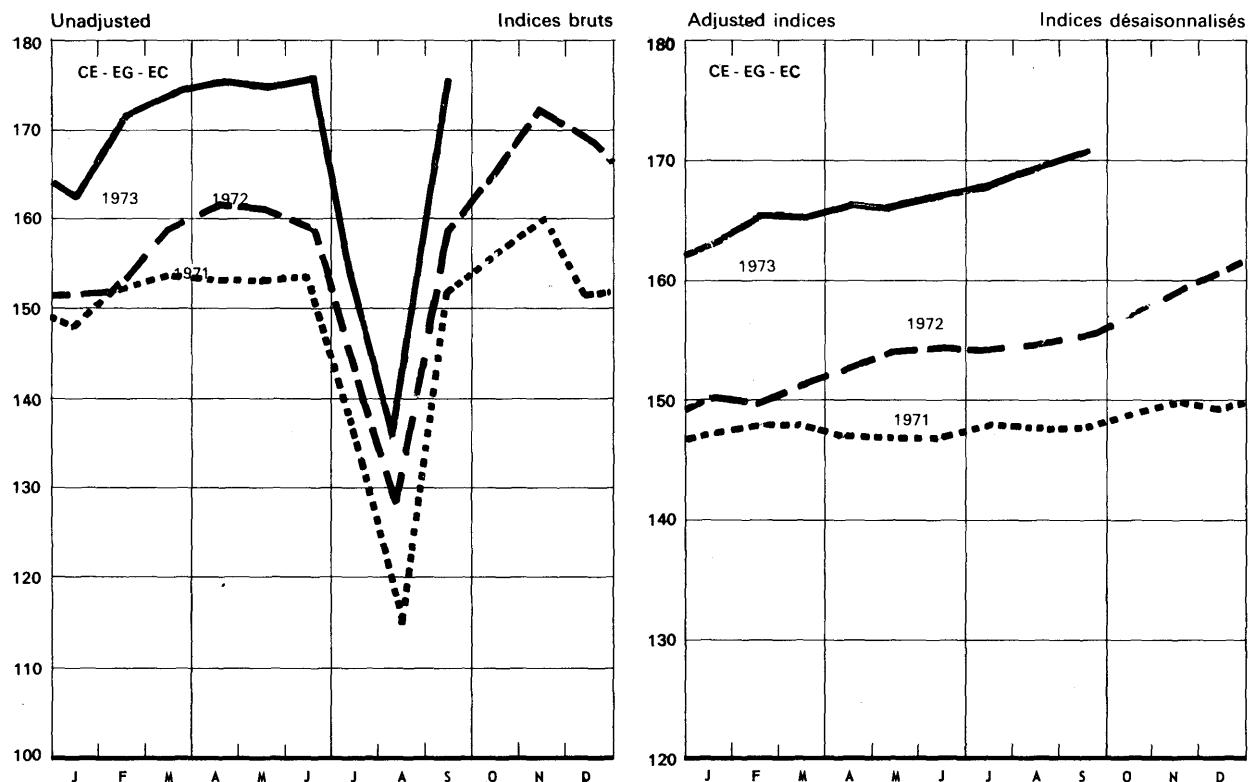
Pour l'année 1974, on prévoit une expansion des investissements des entreprises dans la République fédérale d'Allemagne, en France et en Belgique, notamment dans les industries de produits de base ainsi que dans certaines industries productrices de biens d'équipement. En revanche, il faut s'attendre à un fléchissement au Luxembourg, en dépit de l'augmentation des dépenses d'investissement dans la sidérurgie. Pour les autres pays de la Communauté, on ne dispose pas encore de données comparables.

Bruxelles, le 31 décembre 1973.

## INDUSTRIAL PRODUCTION

## PRODUCTION INDUSTRIELLE

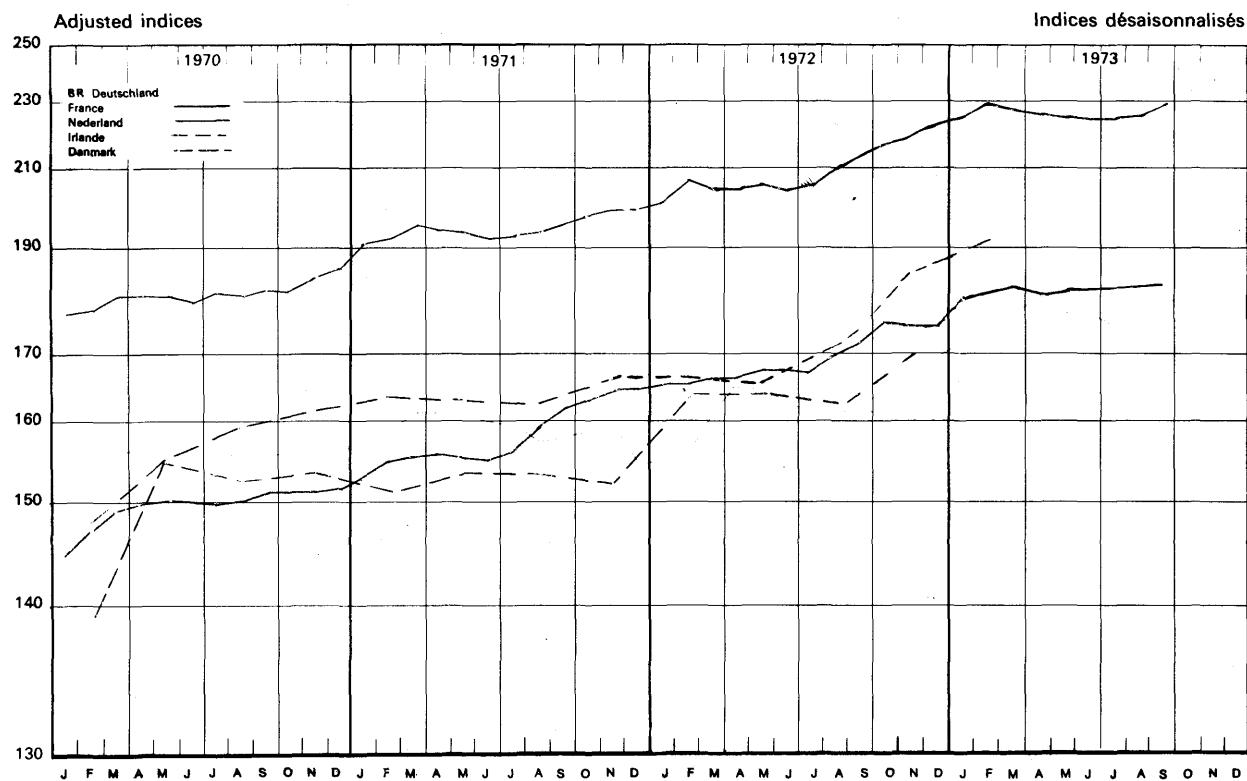
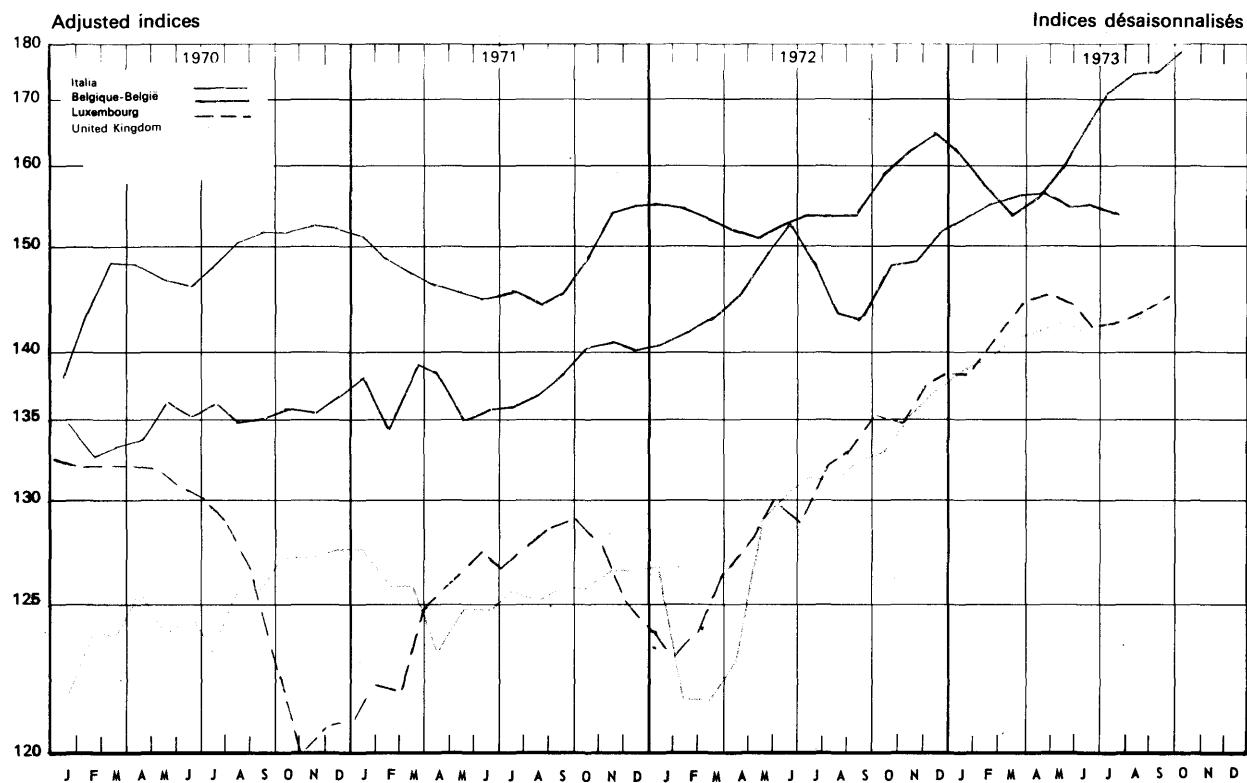
1963 = 100



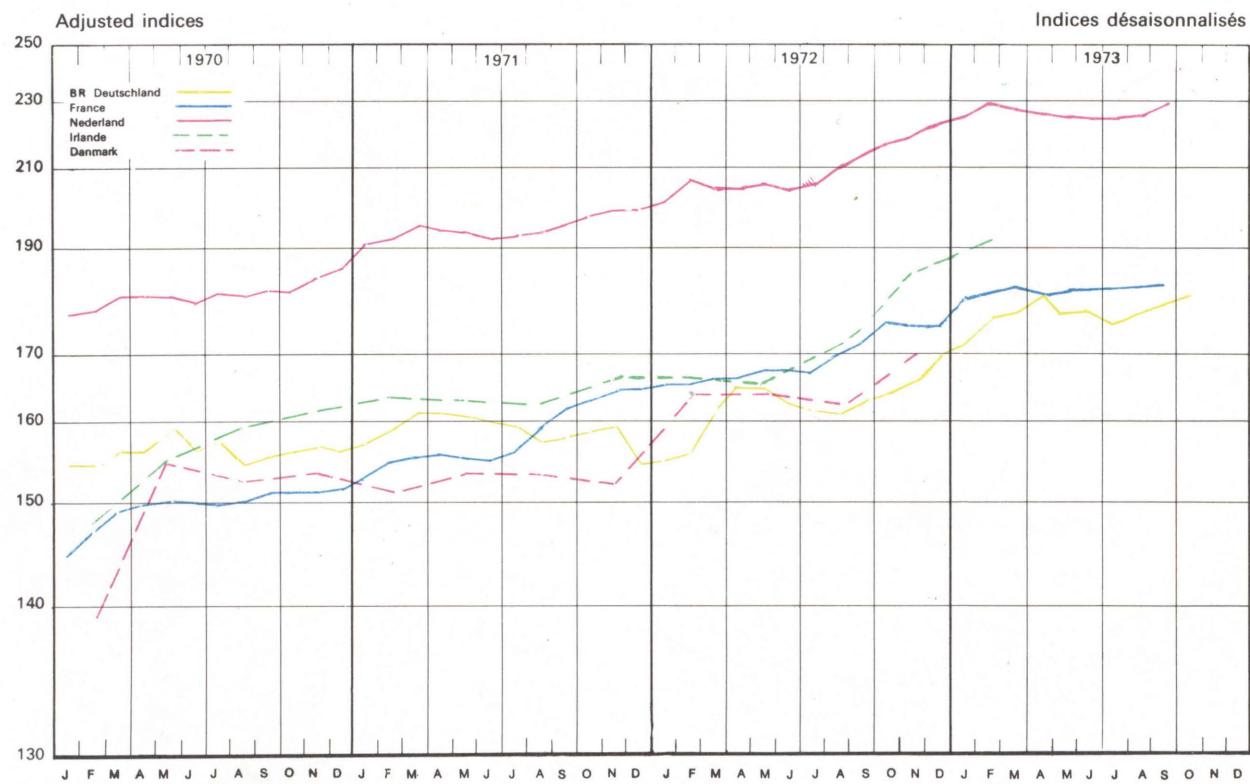
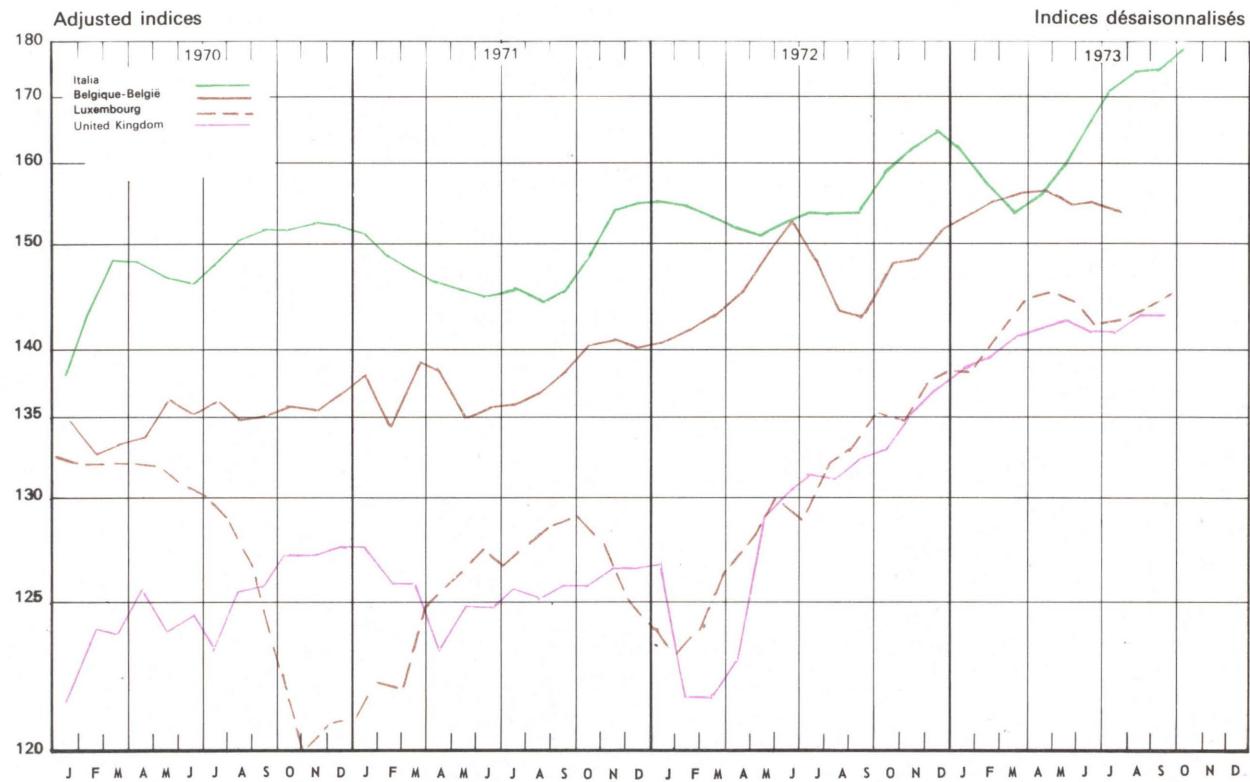
Industrial activity throughout the Community continued to expand briskly until mid-December. Since then, however, the uncertainties surrounding the supply of petroleum products have forced some industrial firms to cut back production. In all member countries energy economy measures were decided upon, although the details differed from country to country. In a number of member countries these measures have led to a fall in private demand for certain products. This has been particularly true of the motor industry, where new orders have dropped considerably, especially in Germany. In the United Kingdom, the labour disputes in coalmining, electricity and transport prompted the Government to order stringent energy economy measures; from the beginning of January the working week in industry is generally to be cut to three days. In other Community countries some industrial firms operated a holiday shutdown at the turn of the year.

Dans la Communauté tout entière, l'expansion de l'activité industrielle est restée appréciable jusqu'à la mi-décembre. Depuis lors, cependant, l'incertitude qui règne au sujet de l'approvisionnement en produits pétroliers a contraint maintes entreprises industrielles à ralentir le rythme de leur production. Partout, mais avec certaines différences d'un pays à l'autre, des mesures ont été prises pour restreindre la consommation d'énergie. Dans plusieurs pays membres, elles ont entraîné une réduction de la demande des ménages pour des produits déterminés. Ceci est tout particulièrement le cas dans l'industrie automobile, qui enregistre, surtout dans la R.F. d'Allemagne, une forte diminution des commandes nouvelles. Au Royaume-Uni, les conflits sociaux qui ont éclaté dans les charbonnages, dans le secteur de l'électricité et dans celui des transports ont amené le gouvernement à imposer des restrictions sévères en matière de consommation d'énergie. Dès le début du mois de janvier, la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie britannique sera, d'une manière générale, ramenée à trois jours. Dans d'autres pays de la Communauté, certaines entreprises en sont venues à instaurer des congés de fin d'année.

1963 = 100



1963 = 100

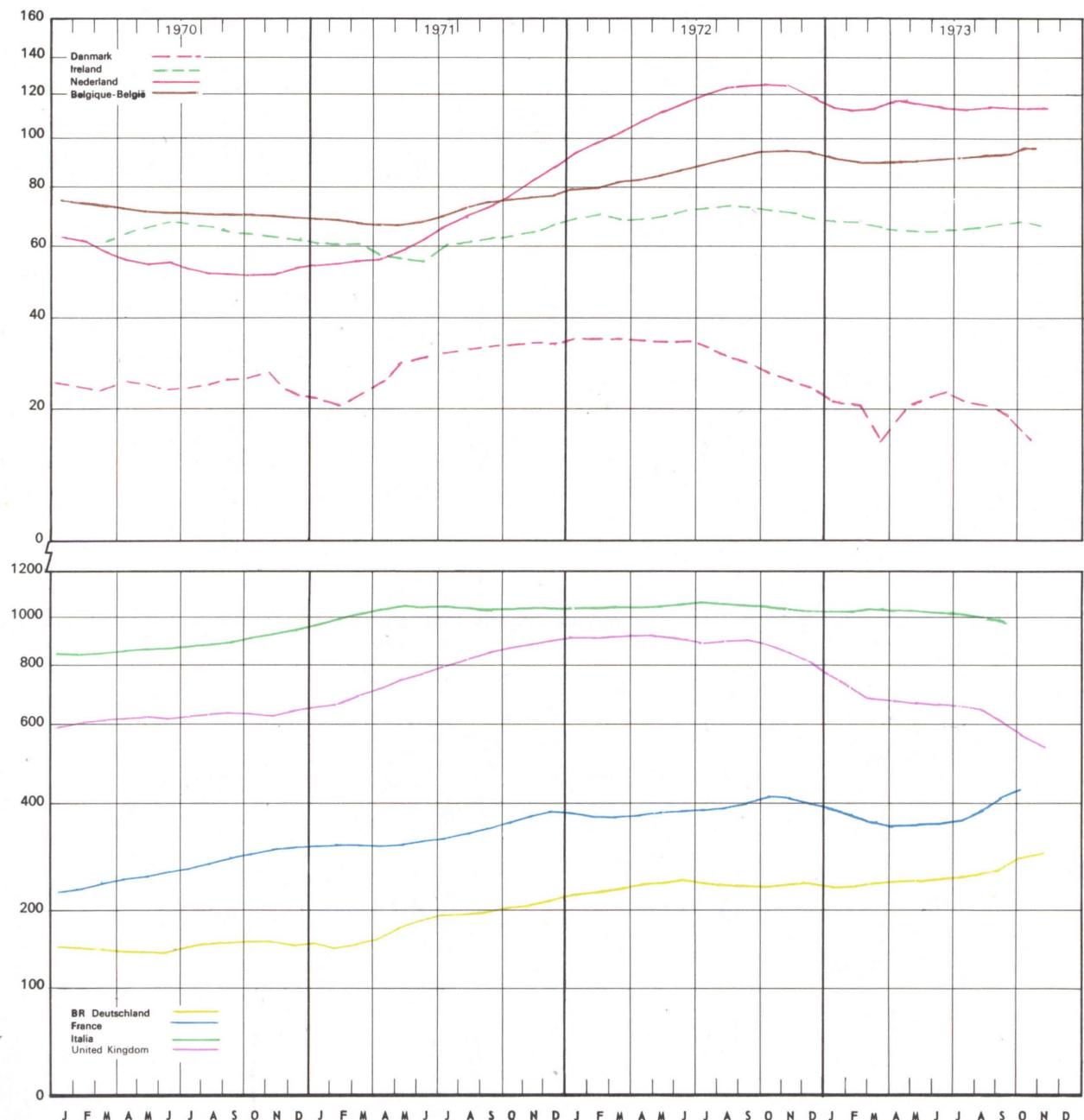


## UNEMPLOYMENT

(thousands)

## NOMBRE DE CHÔMEURS

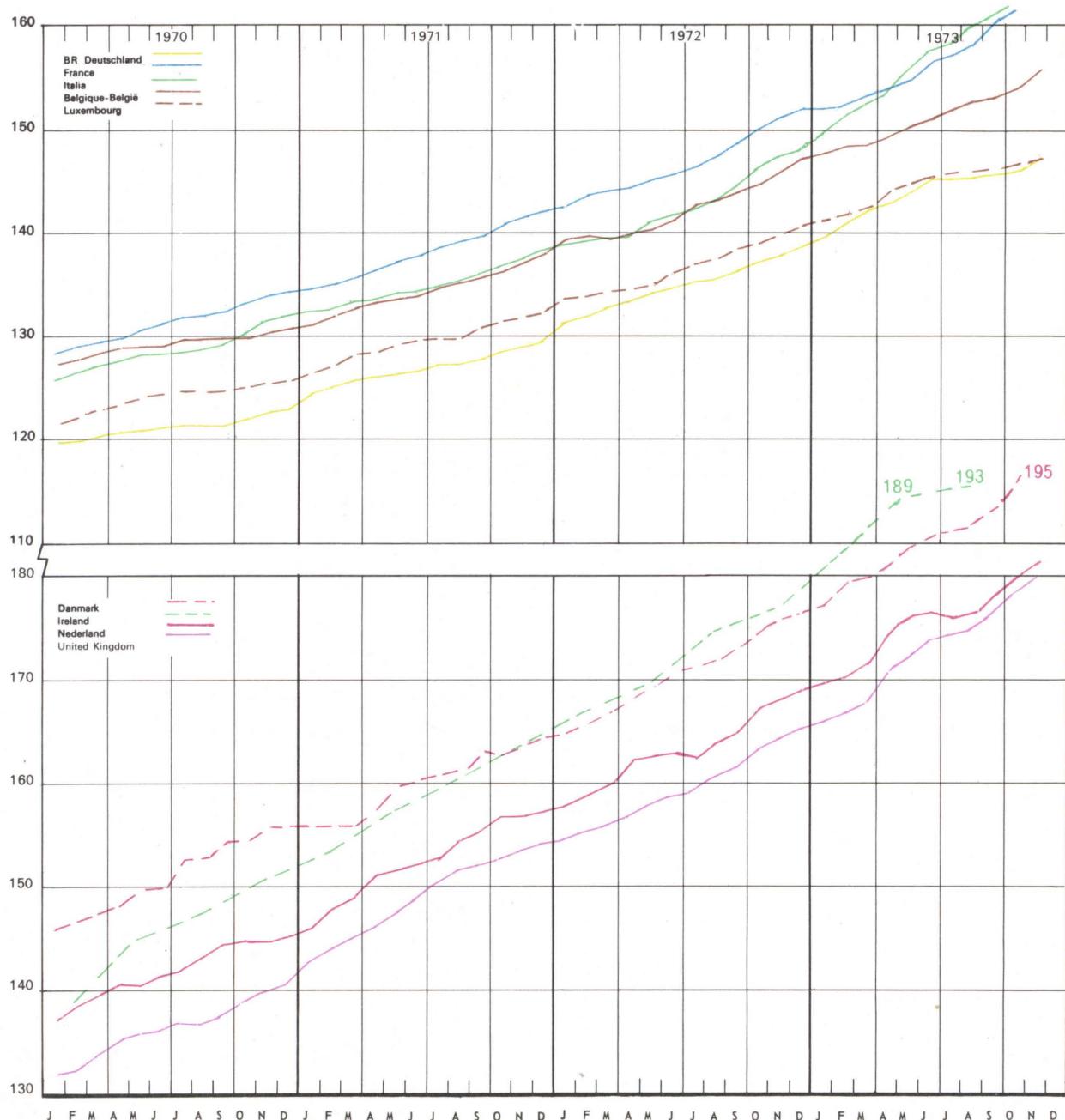
(en milliers)



The labour market situation has come under considerable strain from the difficulties over energy supplies, although this did not yet show up in the statistics for November. The seasonally adjusted number of unfilled vacancies in that month still rose throughout the Community, except in Germany, and the level of unemployment fell further in Italy, the United Kingdom, Ireland and Denmark. Nevertheless, in a number of member countries there was a sharp rise in short-time working, especially in Germany, where the textile industry, the building industry and, more recently, the motor industry have increasingly put workers on short time. In the motor industry, working hours were also cut appreciably in France, Italy and Belgium, as several companies shut down for holidays at the turn of the year.

Les difficultés d'approvisionnement en produits énergétiques ont sérieusement affecté la situation du marché de l'emploi. Pourtant les statistiques du mois de novembre n'en laissent encore rien paraître, le nombre désaisonnalisé d'offres d'emploi non satisfaites ayant encore augmenté dans tous les pays de la Communauté, à l'exception de la R.F. d'Allemagne, tandis que le chômage continuait de régresser en Italie, au Royaume-Uni, en Irlande et au Danemark. Néanmoins, le chômage partiel s'est fortement accru dans plusieurs pays membres. Dans la R.F. d'Allemagne, en particulier, il a pris de l'extension dans les secteurs du textile, de la construction et tout récemment de l'automobile. Dans ce dernier secteur, de sensibles réductions de la durée du travail ont également été appliquées en France, en Italie et en Belgique, où un certain nombre d'entreprises ont instauré des congés de fin d'année.

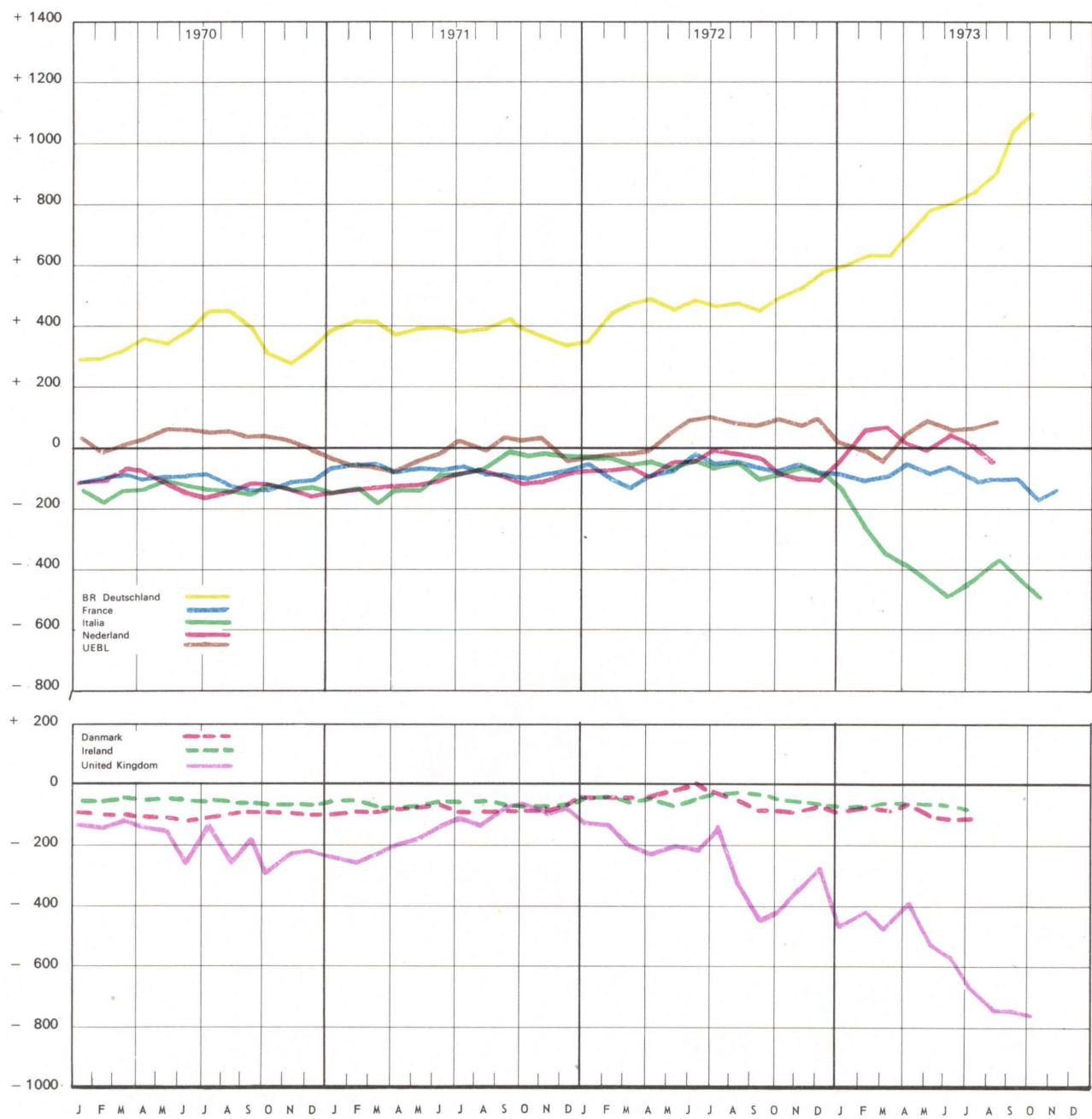
1963 = 100



Consumer prices continued to climb very rapidly throughout the Community. Since the beginning of the autumn the price increases for petrol and heating oil have in most member countries provided an additional impetus to the upward tendency. In Belgium, where the consumer price index previously did not take in heating oil, two types of this oil have now been included, which will show up in a distinctly faster increase in the index in December. Prices of finished products climbed considerably owing to the sharp upsurge in costs. The rise in food prices continued at a rapid pace in most member countries; in France, Italy and Denmark, however, there were signs of a slowdown as domestic supply was expanding.

La hausse des prix à la consommation est demeurée très vive dans tous les pays de la Communauté. Dans la plupart de ceux-ci, l'enchérissement de l'essence et des combustibles liquides a encore accentué cette tendance depuis le début de l'automne. En Belgique, l'indice des prix à la consommation, qui précédemment ne tenait pas compte des combustibles liquides, recouvre désormais deux produits de cette sorte; sa hausse s'est ainsi nettement accélérée au mois de décembre. Sous l'influence d'un important accroissement des coûts, les prix des produits finis ont accusé une augmentation appréciable. Quant aux denrées alimentaires, leur enchérissement est resté rapide dans la plupart des pays membres; des signes de ralentissement se sont toutefois manifestés en France, en Italie et au Danemark, par suite d'un accroissement de l'offre intérieure.

Mio Eur



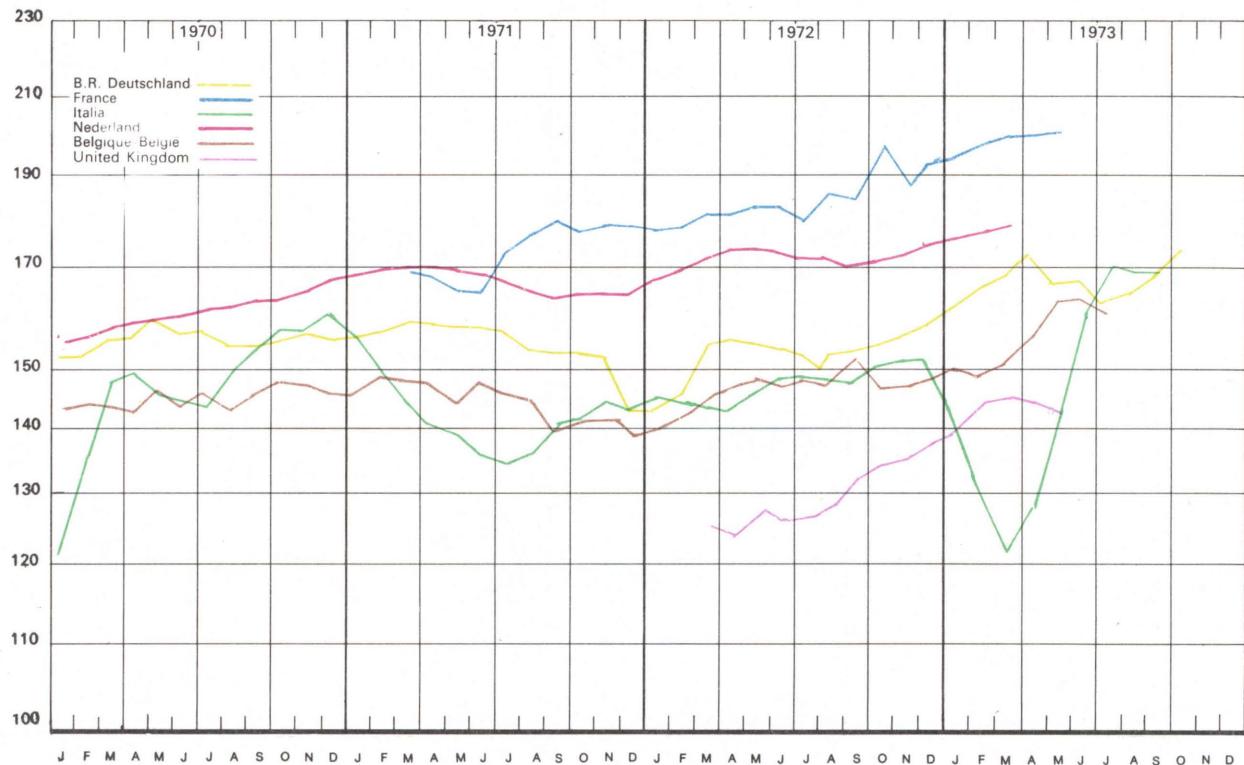
Despite the persistence of large surpluses in Germany and an improvement in France's trade account, the deficit on the Community's balance of trade with non-member countries widened further. The sharp increase in the cost of raw materials, especially petroleum products, was reflected in an adverse swing in the terms of trade. In the United Kingdom and Italy, where—as was the case in Ireland—rising world market prices have had a more severe impact on import costs, because of the currency depreciation, the trade deficits at the beginning of the autumn reached new record levels. In the Netherlands, Denmark and Ireland, the position on trade account likewise deteriorated, while the trade balance of the Belgo-Luxembourg Economic Union remained in virtually unchanged surplus. Quite generally the trend in the Community's balance of trade is all the more remarkable as it has deteriorated even though the volume of exports to non-member countries has been going up. In the coming months the considerably higher prices of crude oil and the stronger dollar will lead to additional increases in the cost of imports.

Le déficit de la balance commerciale de la Communauté à l'égard des pays non membres s'est encore aggravé, en dépit des excédents toujours élevés de la R.F. d'Allemagne et d'une amélioration du solde extérieur de la France. L'important enrichissement des matières premières, en particulier des produits pétroliers, s'est traduit par une détérioration des termes de l'échange. Au Royaume-Uni et en Italie, où, comme en Irlande, la hausse des cours mondiaux pèse plus lourdement sur les coûts à l'importation, en raison de la dépréciation monétaire, le déficit de la balance commerciale a atteint des niveaux records au début de l'automne. Le solde extérieur des Pays-Bas, celui du Danemark et celui de l'Irlande se sont également détériorés. En revanche, la position excédentaire de l'U.E.B.L. ne s'est guère modifiée. Dans l'ensemble, l'évolution de la balance commerciale de la Communauté se singularise surtout par le fait qu'elle s'est dégradée en dépit de l'accroissement du volume des exportations vers les pays non membres. Dans les prochains mois, le relèvement considérable du prix du pétrole brut et la hausse du cours du dollar accentueront encore l'enrichissement des importations.

**OUTPUT IN THE METAL  
PRODUCTS INDUSTRIES**

**PRODUCTION DE L'INDUSTRIE  
TRANSFORMATRICE DES MÉTAUX**

1963 = 100

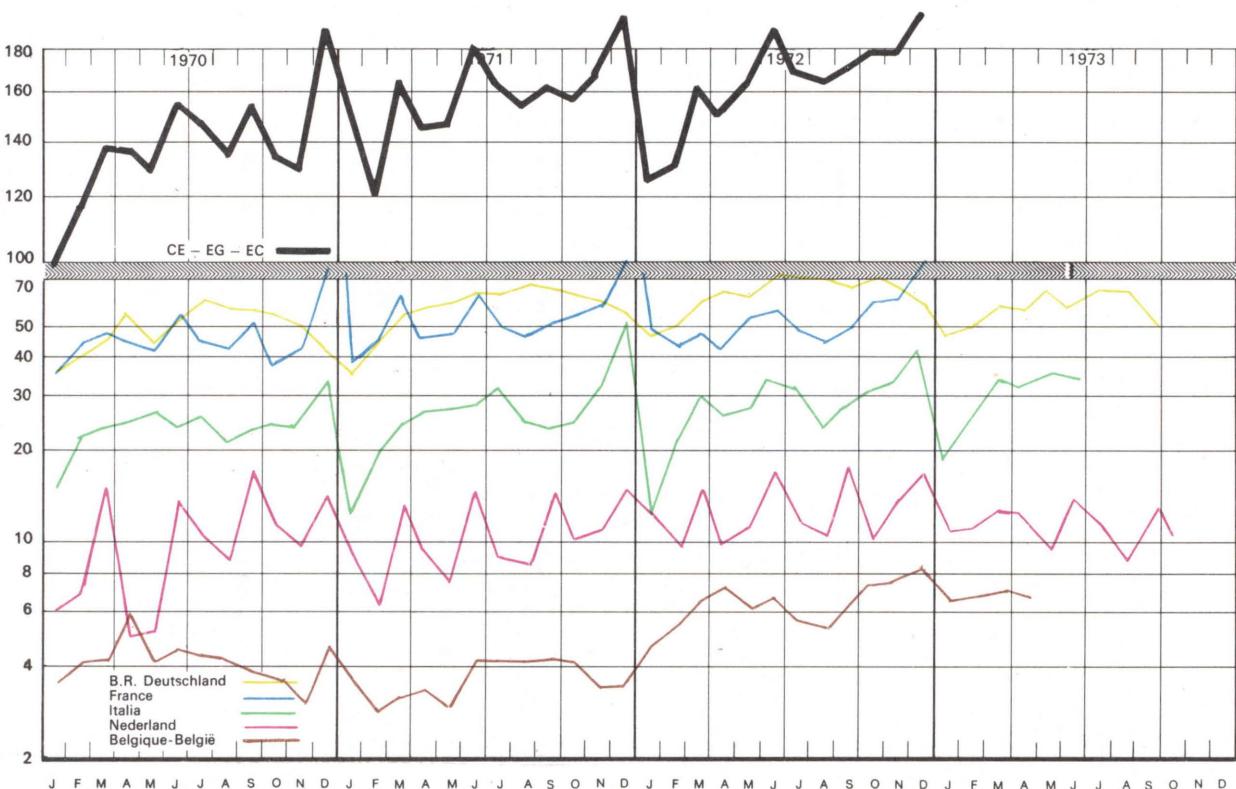


Output in the Community's metal products industries remained very lively in the autumn, but the flow of new orders slowed down considerably in most countries, especially in the Netherlands and Germany. Since November this slowdown, which was initially an intended result of the restrictive policy adopted especially in the budgetary and credit fields, has become more pronounced owing to the supply difficulties for energy products. While the production of metals, especially steel, went on expanding vigorously in all member countries except the United Kingdom, certain consumer goods branches, notably the motor industry and its ancillary industries, experienced a distinct drop in the rate of growth.

Durant les mois d'automne, la production de l'industrie transformatrice des métaux est demeurée en vive expansion. Pourtant, le mouvement des entrées de commandes s'est fortement modéré, surtout aux Pays-Bas et dans la R.F. d'Allemagne. Le ralentissement, qui était à l'origine une conséquence délibérée de la politique restrictive suivie notamment en matière de finances publiques et de crédit, s'est accentué depuis le mois de novembre par suite de difficultés d'approvisionnement en produits énergétiques. Tandis que la production métallurgique et en particulier la production d'acier continuait d'augmenter à un rythme rapide dans tous les pays membres, à l'exception du Royaume-Uni, l'expansion s'est nettement affaiblie dans certaines industries productrices de biens de consommation, notamment dans l'industrie automobile et dans les industries connexes.

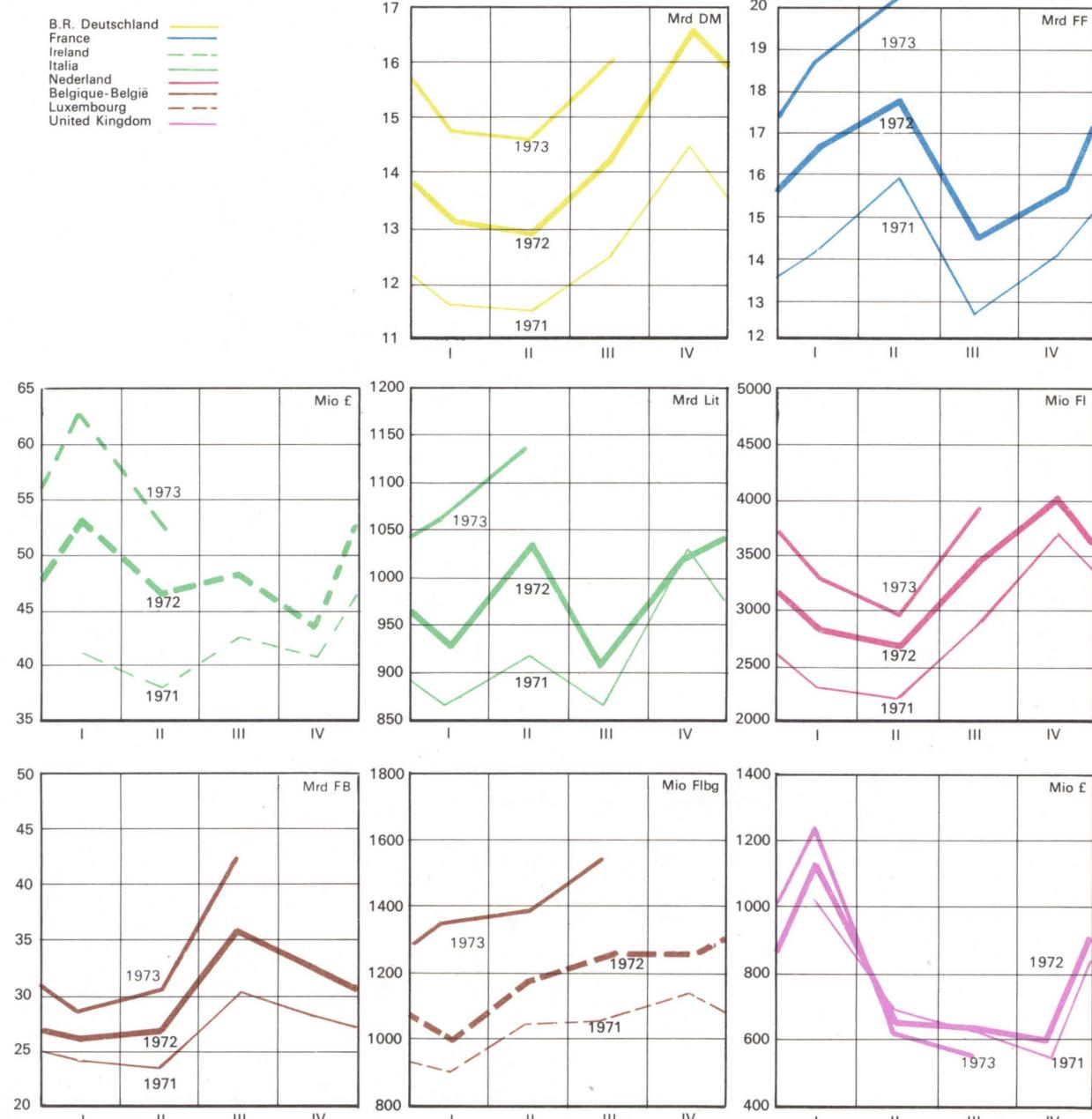
**DWELLINGS AUTHORIZED**  
(thousands)

**AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE**  
(en milliers)



For the past few months activity in residential construction in the Community as a whole remained very moderate. The restrictive tax and credit policy measures taken by the authorities to combat inflation have damped housing demand. In addition, winter weather, which set in very early, had an adverse effect on housing starts. Demand for industrial and commercial building still reflected the high propensity to invest of enterprises, but in the United Kingdom and Luxembourg investment in this type of building lost momentum. In the public works sector activity in most Community countries continued at a slower pace, held back mainly by the restrictive policy pursued by the public authorities. The slowdown was especially noticeable in Germany, Denmark and Belgium; in Germany the restrictive measures were therefore eased in December. In France, the Netherlands and Ireland, by contrast, work on civil engineering projects continued at a high level.

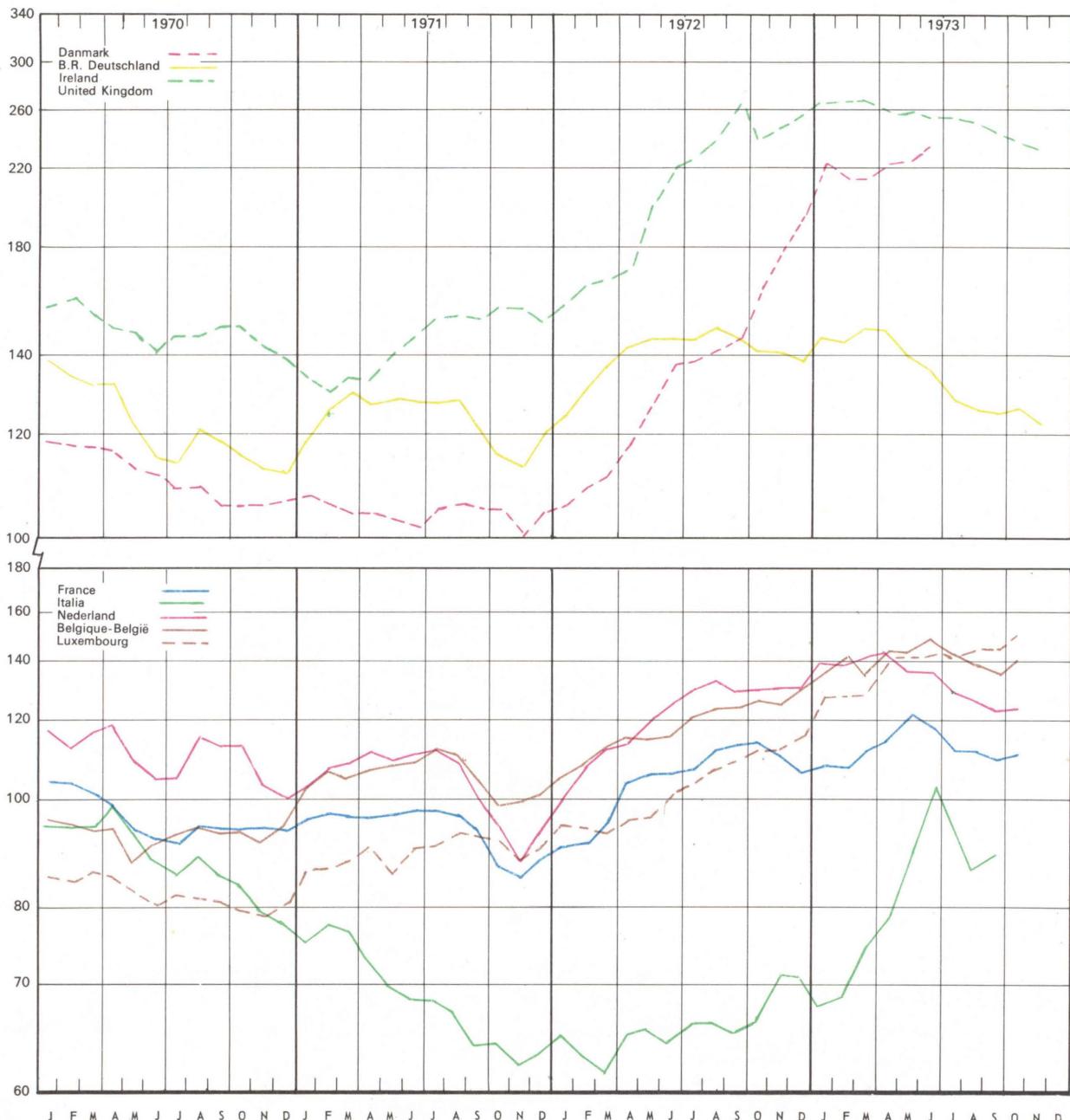
L'activité dans la construction résidentielle est en général restée très modérée pendant les derniers mois. Les mesures restrictives prises en matière de fiscalité et de crédit dans le cadre de la politique anti-inflationniste ont, en effet, limité la demande. En outre, l'apparition précoce de l'hiver a fait obstacle aux nouvelles mises en chantier. En ce qui concerne les bâtiments à usage industriel ou commercial, l'importance de la demande montre que la propension à investir des entreprises est restée vive. Pourtant, au Royaume-Uni et au Luxembourg, les investissements dans ce secteur ont perdu de leur dynamisme. Dans le domaine des travaux publics, l'activité s'est poursuivie à un rythme ralenti dans la plupart des pays de la Communauté, essentiellement sous l'effet de la politique restrictive des pouvoirs publics. Le fléchissement a été particulièrement marqué dans la R.F. d'Allemagne, au Danemark et en Belgique; dans le premier de ces pays, il a motivé, au mois de décembre, un assouplissement des mesures restrictives. En France, par contre, de même qu'en Irlande et aux Pays-Bas, l'activité dans le secteur des travaux publics s'est maintenue à un niveau élevé.



In Germany, the Netherlands, Belgium and Luxembourg, tax revenue rose between the second and third quarters, as is usual at that time of the year, while in France and the United Kingdom it dropped. In Luxembourg and Belgium, the year-to-year increase was particularly sharp in the third quarter, while in the United Kingdom tax revenue was actually lower than a year earlier. In some countries, taxation policy was given a more restrictive bias in order to dampen inflationary tendencies. In Denmark this took the form of the introduction or increase of taxation on important consumer goods in October; in France, the time limit for certain tax payments was brought forward in December, and in the United Kingdom new taxes were introduced on certain property transactions and on high incomes. In Germany, by contrast, most of the tax restrictions introduced in the summer were lifted again at the end of December.

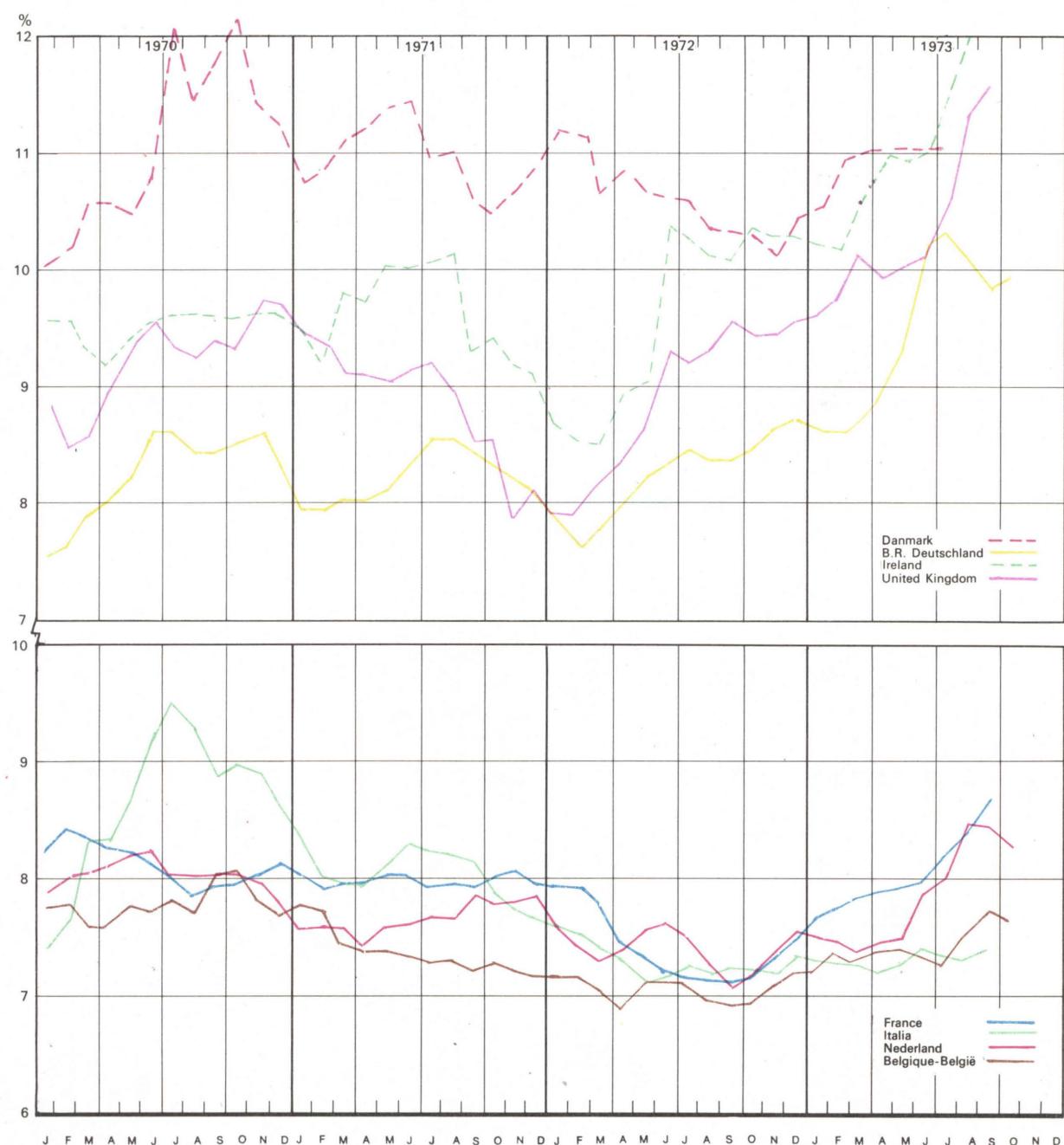
Entre le second et le troisième trimestre, les recettes fiscales ont accusé dans la R.F. d'Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg leur augmentation saisonnière habituelle; en revanche, elles ont diminué en France et au Royaume-Uni. En comparaison d'une année à l'autre, la Belgique et le Luxembourg ont bénéficié, au troisième trimestre, d'une progression particulièrement sensible de leurs rentrées fiscales, tandis qu'une baisse était observée au Royaume-Uni. Afin de combattre les tendances inflationnistes, les autorités de certains pays ont donné à leur politique fiscale une orientation plus restrictive. Ainsi, au mois d'octobre, le gouvernement danois a soit instauré, soit alourdi l'imposition de certains biens de consommation importants. En décembre, le recouvrement de certains impôts a été avancé en France, tandis que de nouveaux impôts ont été établis au Royaume-Uni sur certaines ventes de terrains et sur les revenus élevés. Dans la R.F. d'Allemagne, par contre, les mesures fiscales restrictives prises au cours de l'été dernier ont été en majeure partie levées fin décembre.

1963 = 100



Since November, developments on the stock exchanges of all member countries have been dominated by the energy crisis, while previously most stock markets in the Community had shown a distinct recovery. Uncertainty about future petroleum supplies led to a price fall—first, at the beginning of November, in the Netherlands, the United Kingdom and, to a somewhat lesser extent, Germany and Italy, and then, after the middle of the month, in Belgium and France. Initially, the shares hardest hit were those of the chemical, motor and ancillary industries. On the London Stock Exchange, there were instances of panic selling; the factors here included not only the oil crisis but also other negative influences such as new heavy trade deficits, a further rise in interest rates and an aggravation of the labour disputes; at the end of November, the index of share prices fell to its lowest point in almost three years.

Après la nette reprise qui avait été observée sur la plupart des places de la Communauté, l'évolution de la Bourse est, depuis le mois de novembre, dominée dans tous les pays membres par le problème de l'énergie. L'incertitude relative à l'approvisionnement en pétrole a entraîné une chute des cours. Celle-ci s'est produite d'abord, au début de novembre, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et, avec un peu moins d'ampleur, dans la R.F. d'Allemagne et en Italie. Dans la seconde quinzaine du même mois, le mouvement s'est étendu à la Belgique et à la France. Les actions les plus touchées furent d'abord celles de l'industrie chimique, de l'industrie automobile et des industries connexes. Des ventes massives furent enregistrées à la Bourse de Londres, où l'incidence de la crise du pétrole s'est accompagnée d'autres facteurs défavorables, tels que la réapparition d'importants déficits de la balance commerciale, les nouvelles hausses des taux d'intérêt et l'aggravation des conflits sociaux; fin novembre, l'indice du cours des actions était tombé au niveau le plus bas où il se soit situé depuis près de trois ans.



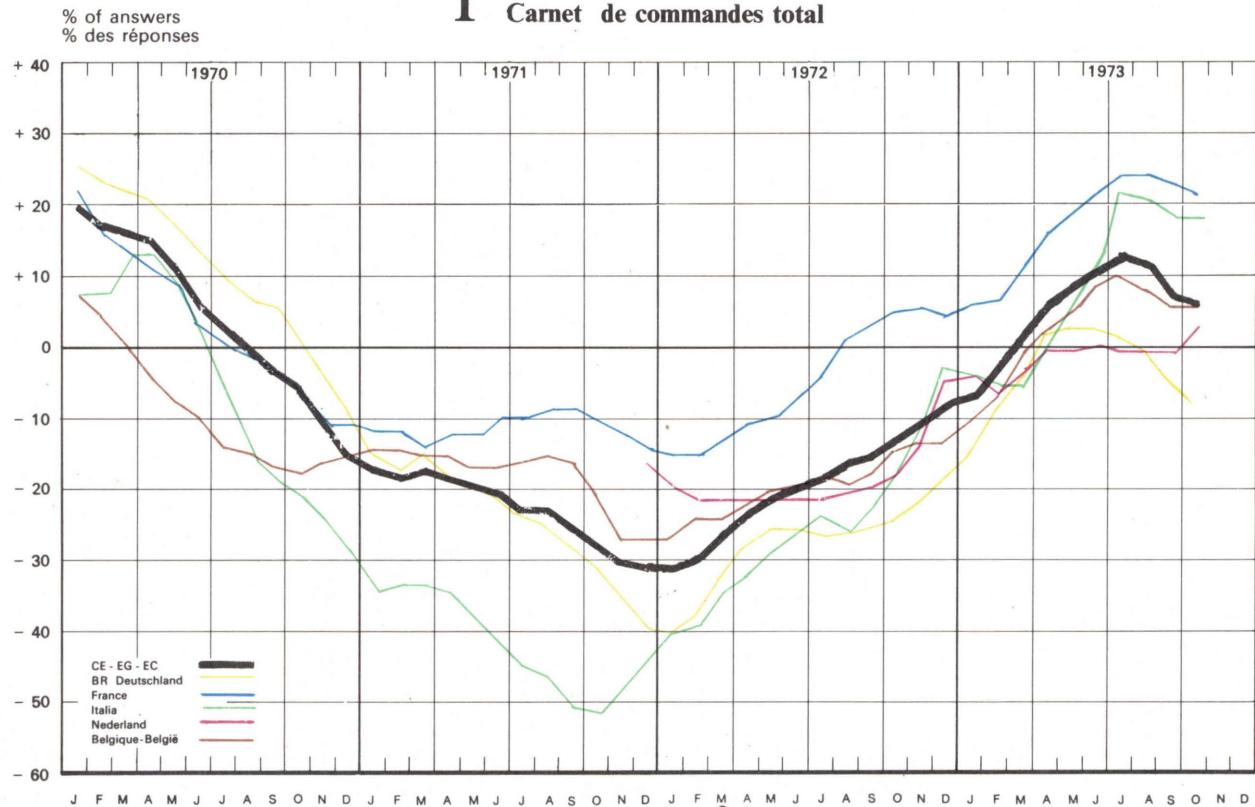
At the beginning of the autumn long-term interest rates had declined slightly in a number of member countries, especially Germany, Belgium and the Netherlands, but more recently they have generally been tending upwards again in the Community. Part of this has been due to an outflow of capital to foreign countries. Rising interest rates in the United States and greater confidence in the US dollar, for instance, led to increased demand for investments in that currency. In addition, long-term interest rates in France and—despite their already very high level—Ireland and the United Kingdom went up as a result of the fresh tightening of monetary restrictions. In France, repayment of the 3½% Pinay loan, which had been exempt from death duty, or its conversion into a new loan carrying a gold clause but subject to death duty was smoothly completed by the end of October.

Après le léger fléchissement observé au début de l'automne dans plusieurs pays membres, notamment dans la R.F. d'Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, les taux d'intérêt à long terme ont repris depuis peu et de manière assez générale leur tendance à la hausse. Ce redressement est en partie lié à des sorties de capitaux. Ainsi, la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et un regain de confiance dans le dollar ont eu pour effet d'accroître la demande pour des placements en dollars. En France, le renforcement de la politique monétaire restrictive a également contribué à la hausse des taux d'intérêt à long terme; il en a été de même en Irlande et au Royaume-Uni, où pourtant le niveau de ces taux était déjà très élevé. Fin octobre a été clôturée en France, sans friction aucune, l'opération consistant à effectuer soit le remboursement de l'emprunt Pinay à 3 1/2 % exonéré des droits de succession, soit sa conversion en un nouvel emprunt assorti d'une clause-or mais soumis aux droits successoraux.

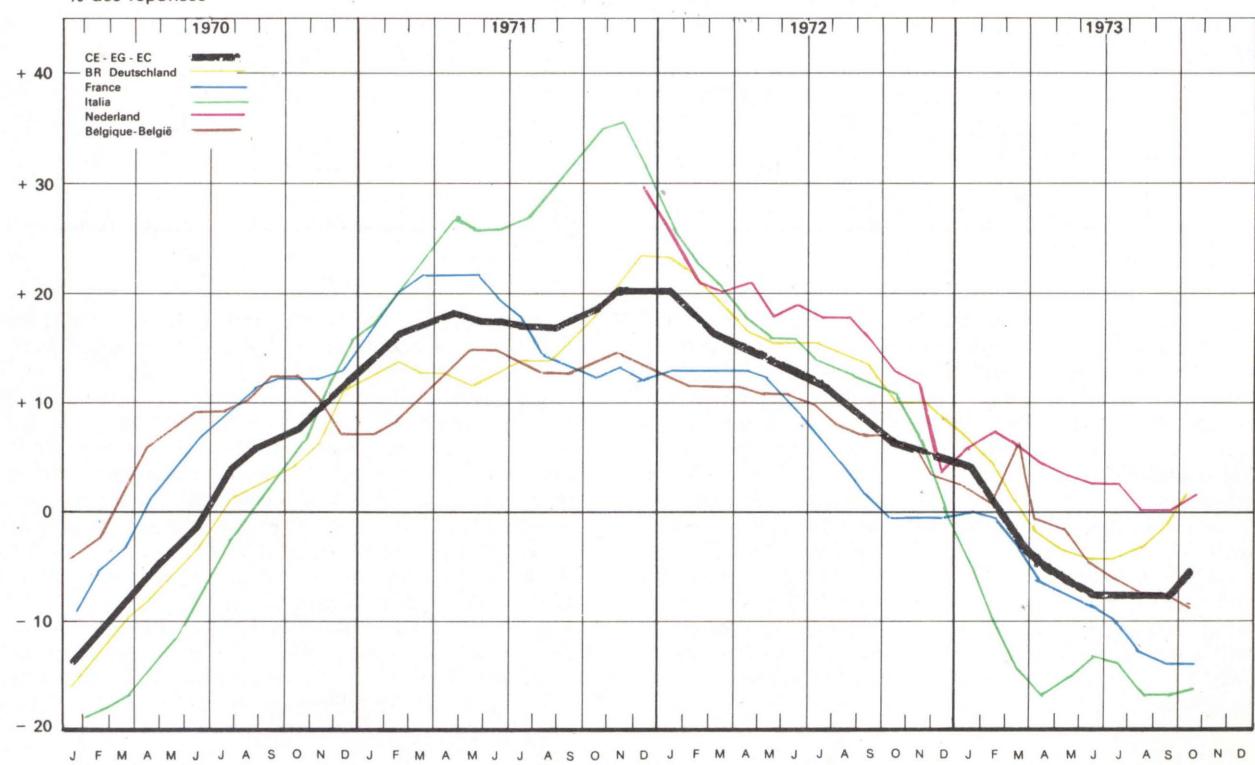
**RESULTS OF THE  
BUSINESS SURVEY<sup>1)</sup>  
OF COMMUNITY INDUSTRY**

**RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE  
CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE<sup>1)</sup>  
DE LA COMMUNAUTÉ**

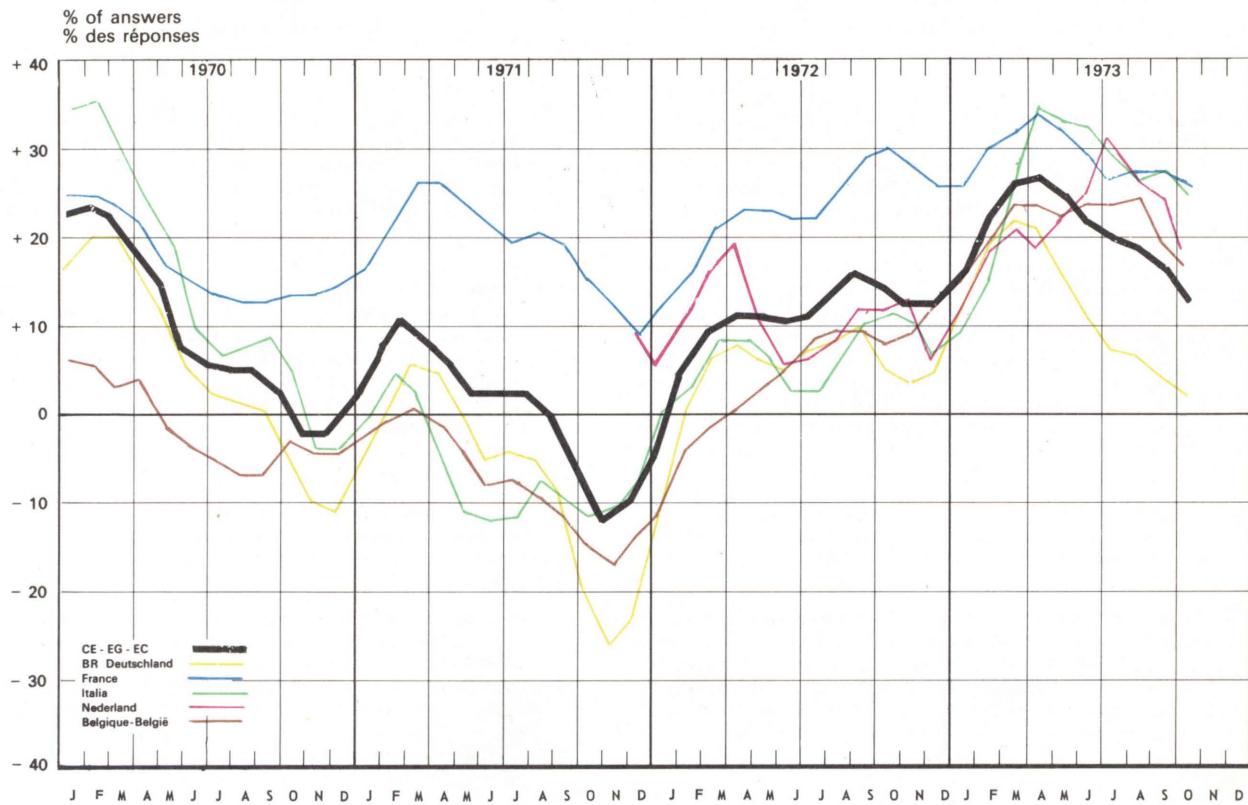
**I Total order-books  
Carnet de commandes total**



**II Assessment of stocks of finished goods  
Appréciation des stocks de produits finis**



### III Expectations : production Perspectives de production



**Graphs I and II** show businessmen's views of their total order-books and their stocks of finished goods, represented as three-month moving averages of the difference between the percentage of those who find them "above normal" (+) and the percentage of those who find them "below normal" (-). **Graph III** shows three-month moving averages of the difference (as percentage of replies) between the number of businessmen who expected production to be up (+) and those who expected it to be down (-). The table below shows businessmen's assessments of their total order-books, foreign order-books and stocks of finished goods during the last three months, (+) being above normal, (=) being normal, (-) being below normal. It also shows whether they expect the following three or four months to bring an increase (+), no change (=) or decrease (-) in their production and in their selling prices. Detailed comments are given in "Results of the business survey carried out among heads of enterprises in the Community", published three times a year.

Dans les graphiques I et II sont représentées les différences, exprimées en moyenne mobile sur trois mois, entre les pourcentages des réponses «supérieur à la normale» et «inférieur à la normale» aux questions concernant respectivement le carnet de commandes total et les stocks de produits finis. Dans le graphique III sont représentées les différences entre les pourcentages des réponses «en augmentation» (+) et «en diminution» (-) à la question relative aux perspectives de production des chefs d'entreprise, exprimées en moyenne mobile sur trois mois. Pour les trois derniers mois le tableau présente, en pourcentage du nombre total des réponses, les jugements des chefs d'entreprise relatifs aux carnets de commande totaux, aux carnets de commandes étrangères et aux stocks de produits finis: supérieurs à la normale (+), normaux (=), inférieurs à la normale (-). En outre sont indiquées les perspectives exprimées par les chefs d'entreprise pour les trois ou quatre mois suivants en ce qui concerne la production et les prix de vente: augmentation (+), stabilité (=), diminution (-). Un commentaire complet des résultats paraît trois fois par an dans la publication «Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté».

Questions	Country/Pays	BR Deutschland			France			Italia			Nederland			Belgique België			Luxem- bourg			EEC C.E.E.		
		A	S	O	A	S	O	A	S	O	A	S	O	A	S	O	A	S	O	A	S	O
Total order-books		+ 15	14	13	37	38	40	23	29	24	15	15	20	24	21	25	87	85	86	24	24	26
Carnet de commandes total	=	66	64	62	47	46	43	64	60	59	68	70	67	59	61	59	10	13	12	59	58	55
	-	19	22	25	16	16	17	13	11	7	17	15	13	17	18	16	3	2	2	17	18	18
Export order-books		+ 10	13	13	36	38	39	17	25	30				29	26	29	88	88	91	20	22	24
Carnet de commandes étrangères	=	78	75	69	45	42	40	60	51	47				49	55	52	11	11	8	64	61	57
	-	12	12	18	19	20	21	23	24	23				22	19	19	1	1	1	16	17	19
Stocks of finished goods		+ 11	12	15	13	15	13	6	8	8	11	14	14	12	10	11	3	2	9	11	12	13
Stocks de produits finis	=	77	77	75	59	58	62	69	66	69	77	74	76	71	67	70	90	94	87	70	69	70
	-	12	11	10	28	27	25	25	26	23	12	12	10	17	23	19	7	4	4	19	19	17
Expectations : production		+ 15	11	9	36	33	29	32	33	27	18	28	21	32	28	28	5	12	13	25	23	20
Perspectives de production	=	76	77	70	58	60	64	65	62	65	80	67	74	58	58	59	94	87	85	68	68	66
	-	9	12	21	6	7	7	3	5	8	2	5	5	11	14	13	1	1	2	7	9	14
Expectations : selling prices		+ 23	35	37	57	57	62	37	47	57				55	54	53	87	88	88	38	41	49
Perspectives relatives aux prix de vente	=	76	71	61	43	43	37	63	52	45				43	45	45	13	12	12	61	57	50
	-	1	4	2	0	0	1	0	1	0				2	1	2	0	0	0	1	2	1

<sup>1)</sup> Excluding construction, food, beverages and tobacco.

<sup>1)</sup> A l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabac

## Observations on the Graphs

A 1 **Industrial production:** Indices of the Statistical Office of the European Communities (excluding construction, food, beverages and tobacco). — Ireland and Denmark: quarterly index of OECD. — Community: estimated index. — Seasonally adjusted indices: three-month moving average.

A 2 **Unemployment:** Three month moving averages of the figures adjusted for seasonal variations by the Statistical Office of the European Communities. — France: number of persons seeking employment. — Italy: the curve represents the number of persons registered at labour exchanges; this does not correspond to the number of unemployed. — Luxembourg: negligible. — Belgium: completely unemployed persons receiving unemployment benefit.

A 3 **Consumer prices:** Indices of the Statistical Office of the European Communities. — Italy: revised index as from 1971. — France: new index as from March 1971.

A 4 **Balance of trade:** Including intra-Community trade. Calculated on the basis of the import and export figures adjusted for seasonal variations by the Statistical Office of the European Communities. — Denmark and Ireland: OECD indices. Three-month moving averages. Exports fob, imports cif; excluding monetary gold. Curves for recent months may be partly based on estimates. Belgium and Luxembourg: common curve.

D 1 **Output in the metal products industries:** Seasonally adjusted indices of the Statistical Office of the European Communities; Three month moving averages. — France: new series as from 1971. — Comparable figures are not available for Denmark and Ireland.

D 2 **Dwellings authorised:** Number of dwellings for which permits have been issued. — Germany: from 1968 West Berlin excluded. — Comparable figures are not available for Denmark, Ireland and the United Kingdom. — Community: original Community.

D 3 **Tax revenue:** Government tax revenue. — Monthly averages. — Germany: Federal and Länder taxes. — Denmark: comparable figures are not available.

D 4 **Share prices:** Indices of the Statistical Office of the European Communities.

D 5 **Long-term interest rates:** Yield on fixed-interest-bearing securities. — Belgium: government securities maturing in 5 to 20 years (5-7%) issued after 1 December 1962; beginning of month. — France: interest rates on fixed-interest-bearing securities in the private sector. — Netherlands: average yield of the three most recent government loans. — Germany: all stock exchange securities quoted. — Italy: yield on bonds. — United Kingdom, Ireland and Denmark: Government Bond Yield.

## Remarques relatives aux graphiques

A 1 **Production industrielle:** Indice de l'Office statistique des Communautés européennes (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs). — Irlande et Danemark: indice trimestriel de l'O.C.D.E. — Communauté: estimation. Pour les indices corrigés des variations saisonnières: moyenne mobile sur trois mois.

A 2 **Nombre de chômeurs:** Moyenne mobile, sur trois mois, des chiffres désaisonnalisés par l'Office statistique des Communautés européennes. — France: demandes d'emploi non satisfaites. — Italie: la courbe ne reproduit pas le nombre de chômeurs, mais celui des personnes inscrites aux bureaux de placement. — Luxembourg: chiffre négligeable. — Belgique: chômeurs complets indemnisés.

A 3 **Prix à la consommation:** Indices de l'Office statistique des Communautés européennes. — Italie: à partir de 1971, indice révisé. — France: à partir de mars 1971, nouvel indice.

A 4 **Balance commerciale:** Commerce intracommunautaire inclus. — Moyenne mobile sur trois mois du solde résultant des données désaisonnalisées d'importation et d'exportation de l'Office statistique des Communautés européennes. — Danemark et Irlande: chiffres de l'O.C.D.E. — Exportation f.o.b., importation c.i.f.; or monétaire exclu. — Belgique et Luxembourg: courbe commune. — Les données relatives aux derniers mois peuvent être basées sur des estimations.

D 1 **Production de l'industrie transformatrice des métaux:** Indices désaisonnalisés de l'Office statistique des Communautés européennes; moyenne mobile sur trois mois. — France: nouvelle série depuis 1971. — On ne dispose pas encore de données comparables pour le Danemark et l'Irlande.

D 2 **Autorisations de construire:** Nombre de logements dont la construction a été autorisée. — Allemagne: à l'exclusion de Berlin-Ouest. — On ne dispose pas encore de données comparables pour le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni. — Communauté: dans sa composition originelle.

D 3 **Recettes fiscales:** Recettes fiscales de l'État. — Moyennes mensuelles. — Allemagne: y compris les impôts des «Länder». — On ne dispose pas encore de données comparables pour le Danemark.

D 4 **Cours des actions:** Indices de l'Office statistique des Communautés européennes.

D 5 **Taux d'intérêt à long terme:** Rendement des valeurs à revenu fixe. — Belgique: titres de l'État de 5 à 20 ans (5-7%) émis le 1<sup>er</sup> décembre 1962; début de mois. — France: taux d'intérêt des valeurs à revenu fixe du secteur privé. — Pays-Bas: moyenne des trois emprunts d'État les plus récents. — Allemagne: ensemble des valeurs cotées en Bourse. — Italie: taux de rendement des obligations. — Royaume-Uni, Irlande et Danemark: Rendement des obligations d'État.